

OLIVIER CORTES
SÉBASTIEN JEAN³

COMMERCE INTERNATIONAL ET EMPLOI : L'EXPÉRIENCE EUROPÉENNE

COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE¹
ORGANISÉE PAR ECARE² ET LE CEPII

Les analyses du lien entre le commerce international et l'emploi sont très contrastées. Selon beaucoup de "praticiens" – chefs d'entreprises ou syndicalistes –, le commerce, particulièrement avec les pays à bas salaires, est sans aucun doute destructeur d'emplois. Le constat des économistes est beaucoup plus controversé. De fait, un débat très vif s'est engagé aux Etats-Unis, et plus récemment en Europe. Aux Etats-Unis, il porte sur les liens entre le commerce avec les pays à bas salaires, et le creusement des disparités de salaires observé depuis une vingtaine d'années. En Europe, le chômage est évidemment au cœur de la discussion.

Trois éléments sont susceptibles d'expliquer les bouleversements des marchés du travail pour ces pays : l'augmentation de la qualification de la main-d'œuvre, le progrès technique (avec notamment l'avènement de l'informatique et de l'automatisation), et les échanges internationaux. Tout le problème est de connaître l'ampleur de leurs contributions respectives.

A première vue, le calcul des effets de commerce devrait être très simple : il suffirait de compter les emplois créés par les exportations, de retrancher ceux détruits par les importations, et de faire le solde, éventuellement par niveau de qualification. Le premier défaut de cette méthode est de raisonner sur les quantités échangées, alors que la théorie explique l'impact du commerce sur le marché du travail par les mouvements de prix relatifs. Mais surtout, cette approche suppose que pour chaque secteur les importations sont semblables à la production nationale. Pour Adrian Wood (université de Sussex), il y a en réalité une spécialisation internationale de la production : nous importons de Malaisie des chemises différentes de celles que nous produisons. Les productions les plus intensives en main-d'œuvre sont les premières à être remplacées par les importations. En conséquence, le calcul "naturel" décrit plus haut sous-estime l'impact du

1. Cette conférence a été organisée grâce au soutien de la Direction générale de l'Emploi, des Relations industrielles et des Affaires sociales de la Commission européenne (DGV) et du Palais du Luxembourg qui a bien voulu accueillir les participants ; elle s'est tenue à Paris, les 25 et 26 septembre 1995.

2. European Center for Advanced Research in Economics, Institut d'Etudes Européennes, Université Libre de Bruxelles.

3. Olivier Cortes et Sébastien Jean sont économistes au CEPII.

commerce sur l'emploi. Les pressions concurrentielles induites par le commerce contribuent également à fausser le calcul. Elles provoquent une sélection des firmes les plus compétitives et incitent à réaliser des innovations défensives. Ces deux phénomènes entraînent généralement des effets négatifs sur l'emploi le moins qualifié. Enfin, il faut tenir compte des difficultés et du coût des reconversions d'une branche à une autre qui peuvent être occasionnées par l'adaptation de la spécialisation productive.

De nombreux travaux sur les Etats-Unis, et à moindre degré sur l'Europe, ont été consacrés à ces questions, sans toutefois parvenir à des conclusions claires et indiscutables. Le rôle du commerce international dans la baisse de la demande relative de travail non qualifié peut être négligeable pour certains, ou primordial pour d'autres !

A l'initiative des deux instituts de recherche économique, ECARE et le CEPII, une rencontre a été organisée à Paris sur ces questions. Le 25 septembre, un séminaire de recherche a réuni des équipes appartenant à différents pays (Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Royaume-Uni) qui ont confronté leurs analyses des effets du commerce international sur l'emploi en mettant l'accent sur l'expérience européenne. Puis le 26 septembre, un colloque a été plus particulièrement consacré à la présentation de points de vue sur les implications de politique économique de ces débats. Les approches ont pu être ainsi confrontées, notamment lors d'une table ronde. Le présent compte-rendu est centré sur quatre contributions analytiques au *workshop* du 25 septembre ⁴ et au colloque du 26 septembre. Il ne reprend pas les interventions centrées sur les implications de politique économique qu'ont présentées P. Bairoch, R. Freeman, J. P. Gaudemet, J. Morley, A. Sapir et J. Seade ⁵.

M. Dewatripont, A. Sapir et K. Sekkat se sont penchés sur l'impact des échanges sur le chômage au niveau européen. Ils disposent sur quatre années, entre 1988 et 1991, pour seize secteurs et pour quatre pays européens, de données individuelles de chômage de long terme, d'emploi et de salaire par qualification. Ils testent l'influence du commerce avec les PVD sur ces différentes variables. Ils utilisent deux types de spécifications, selon qu'ils emploient ou non des variables muettes sectorielles. Les caractéristiques individuelles, comme le niveau d'éducation, captent l'essentiel de l'explication du chômage de long terme. Les importations n'accroissent pas le chômage de long terme, sauf en l'absence de variable muette sectorielle, mais ce dernier effet est très faible. Pour les auteurs, cela caractérise une très faible influence du commerce. Les caractéristiques sectorielles, par exemple de type technologique, constitueraient le facteur explicatif prédominant. De même, le commerce avec les PVD ne modifie pas la part des qualifiés dans la production. En revanche, ce type de commerce semble accroître, bien que faiblement, l'écart de salaire entre les qualifiés et les non qualifiés. Ce dernier point paraît curieux aux yeux des auteurs, puisque l'écart de salaire entre les qualifiés et les non qualifiés n'a pas augmenté durant cette même période sur leur échantillon de pays.

4. Le lecteur trouvera en annexe les renseignements concernant ces rapports (titre exact et comment se les procurer).

5. En annexe également, le programme détaillé de cette rencontre.

A. Wood, à propos de ce texte, a tenu à rappeler certaines caractéristiques du cadre théorique. Il a par exemple regretté que les estimations présentées portent sur des niveaux, alors qu'on se serait attendu à des effets sur les évolutions. De plus, il n'y a pas de lien théorique entre le commerce et le chômage de long terme. S'interroger sur l'impact du commerce sur l'emploi de tel ou tel secteur est légitime. Mais on ne voit pas pourquoi ce serait lié au modèle de sortie du chômage. Il s'agit là d'une autre question, celle des facteurs spécifiques, qui *a priori* n'entretient pas de lien de causalité avec le commerce, mais plutôt avec les caractéristiques propres de l'emploi dans tel ou tel secteur.

A. Revenga et R. Freeman ont approfondi l'analyse en tirant mieux partie de la dimension internationale des problèmes étudiés. Leur étude débute par un important travail sur les données, utilisant des sources provenant de différentes organisations internationales et les mettant en cohérence. La base de données ainsi élaborée rassemble, pour 18 pays de l'OCDE, entre 1970 et 1992, des informations sur l'emploi, les salaires et le commerce, avec une désagrégation allant de 28 à 49 secteurs industriels. Les études économétriques menées avec cette base débouchent sur des conclusions intéressantes et contrastées.

Les auteurs montrent l'existence d'effets de premier ordre des importations sur l'emploi et les salaires, et éventuellement sur les prix. D'une manière générale, une augmentation du taux de pénétration des importations dans un secteur implique une détérioration de l'emploi et des salaires, voire du prix de l'output. Le résultat est de plus cohérent avec les différences bien connues dans les fonctionnements des marchés du travail. En Europe, l'emploi est plus sensible aux importations que les salaires, ce qui est l'inverse aux Etats-Unis.

Par ailleurs, l'emploi est beaucoup plus sensible aux importations provenant de pays de l'OCDE qu'à celles provenant de l'extérieur. Cela contredit l'idée selon laquelle le commerce avec les pays à bas salaires a un effet particulièrement fort sur l'emploi et les salaires, en raison des bas coûts de main-d'œuvre et de leur spécialisation dans les secteurs intensifs en travail peu qualifié.

De même, les auteurs montrent que le commerce avec les pays à bas salaires a été concentré sur les secteurs utilisant intensivement le travail féminin. Or les femmes ont connu sur les marchés du travail des pays développés des évolutions favorables : leurs salaires et leur emploi ont augmenté relativement à celui des hommes. Le commerce avec les pays à bas salaires n'est donc certainement pas à la base de cette évolution.

En conséquence, Freeman et Revenga concluent que le commerce avec les pays à bas salaire n'a eu qu'une influence limitée sur les évolutions des marchés du travail des pays de l'OCDE. En revanche, les échanges entre les pays de cette zone ont eu des effets nettement plus marqués. Cela dit, l'objectif premier des auteurs était l'influence du commerce avec les pays à bas salaire. Une étude supplémentaire est donc nécessaire pour asseoir cette dernière conclusion.

L'étude de O. Cortes, S. Jean et J. Pisani-Ferry est centrée sur le cas français, et analyse plus particulièrement l'influence exercée par le commerce sur les structures productives nationales. Cela permet de tester les hypothèses selon lesquelles les calculs de contenu en emploi sous-estiment systématiquement les effets des échanges sur l'emploi. En effet, de tels calculs négligent les adaptations du système

productif à une concurrence plus vive, qui peuvent provoquer une augmentation de la part des qualifiés ou des efforts supplémentaires de productivité.

Les auteurs ont constitué une base de données pour la France, couvrant la période 1977 et 1993 et incluant une quarantaine de secteurs manufacturiers (nomenclature NAP 90), qui contient les données de commerce par partenaire, les données de comptabilité nationale et une décomposition de la force de travail par type d'emploi, ce qui permet de scinder le travail en travail qualifié et travail non qualifié. Les auteurs calculent les contributions au solde français de chaque partenaire, classés par niveau de développement et pour chaque type de produit, classé selon la part des employés qualifiés dans la main-d'œuvre du secteur. Le commerce français avec les pays peu ou moyennement développés ne dégage de contributions au solde nettement négatives que pour un nombre de secteurs très réduit, qui sont bien sûr les moins qualifiés.

L'étude présente ensuite deux types de tests. Il s'agit de déterminer une éventuelle influence des variables de commerce sur la structure de qualification dans chaque secteur ainsi que sur les gains de productivité. L'analyse se fait en coupe et en évolution sur deux sous-périodes, 1977-1985 et 1985-1993. Les résultats ne dégagent pas de lien entre le commerce et la structure de qualification, qui ne dépendrait que du niveau de qualification initial du secteur. De plus, on n'observe pas de lien clair entre le commerce avec les pays peu ou moyennement développés et les contenus en emploi sectoriels. En revanche, une hausse du taux de pénétration des importations en provenance des pays développés entraîne une baisse non négligeable du contenu en travail de la valeur ajoutée dans l'industrie française, principalement concentrée sur le travail non qualifié. Aucun effet comparable n'apparaît avec les propensions à exporter. Le modèle sous-jacent est que les firmes ne sont pas en permanence en maximisation de profit. Une concurrence accrue les pousse à réaliser des gains de productivité supplémentaires. Dans le cas de la France, ce phénomène n'est pas significatif avec les pays peu développés, ou même simplement les pays émergents, probablement parce que les secteurs concernés par cette concurrence sont toujours très minoritaires. Cela n'est bien sûr pas le cas avec les pays développés.

K. F. Zimmerman étudie le cas de l'Allemagne, où en raison des évolutions récentes le débat porte sur les conséquences éventuellement négatives de l'immigration sur l'emploi ou les salaires, plutôt que sur celles du commerce. L'auteur étudie les effets de ces deux phénomènes sur le marché du travail allemand, rejoignant en cela un certain nombre d'études sur le cas américain. Pour ce faire il dispose d'une base de données originale et très complète : le panel socio-économique de l'ex-RFA.

Ce panel correspond à une large enquête annuelle, de 1985 à 1992, auprès d'individus dont on connaît certaines caractéristiques comme la nationalité, la situation familiale, etc.. L'enquêteur se préoccupe de savoir si d'une année sur l'autre ces individus ont changé d'employeur ou de position dans la firme. D'autre part, une description détaillée du travail de l'individu est effectuée. Enfin, l'auteur présente en regard des statistiques de rémunérations pour chaque catégorie de salarié.

Cette étude dégage ensuite l'influence d'un certain nombre de variables sur les salaires. Ces salaires sont calculés toutes catégories confondues, ou bien en dis-

tinguant selon le degré de qualification de l'emploi ou le nombre d'années d'expérience du salarié. Toutes les spécifications dégagent un impact négatif et non négligeable du commerce sur les salaires. Plus précisément, un déficit commercial dans une branche provoque une baisse du salaire. Cet effet est indifférencié selon la qualification, ce qui n'est pas sans interloquer l'auteur lui-même. En revanche l'immigration a un effet légèrement positif sur les salaires des qualifiés, et nul sur ceux des non qualifiés. Selon Zimmermann les effets de complémentarité jouent plus que les effets de substitution, l'occupation d'emplois peu qualifiés par la main-d'œuvre immigrée facilitant le reclassement de la main-d'œuvre déjà en place à des postes plus qualifiés et donc mieux rémunérés. Enfin, les importations semblent réduire la mobilité intrafirme et accélérer la mobilité interfirme, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle une concurrence plus vive se traduit aussi par un marché du travail plus instable.

Zimmermann conclut que le commerce a joué un rôle important dans les évolutions du marché du travail allemand, pour ce qui concerne les salaires et la mobilité du personnel. Cela n'est clairement pas le cas pour l'immigration. Mais il tient à ajouter que certains problèmes de spécification se posent. En effet, le commerce et l'immigration sont probablement liés, dans la mesure où les secteurs les plus soumis à la concurrence extérieure seraient ceux qui emploieraient le plus d'immigrés.

Bien que différents dans leurs méthodes et leur champ d'investigation, ces textes offrent une réelle homogénéité d'approches et de résultats. Prenant acte des difficultés jusqu'ici rencontrées pour traiter ce sujet, les études ont innové d'une manière pragmatique, en se servant de données encore peu utilisées dans ce domaine. De fait, les bases de données utilisées sont dans l'ensemble sectoriellement ou individuellement fort désagrégées, ce qui paraît aujourd'hui une condition importante pour traiter cette question. D'autre part, chaque texte a exploré une dimension particulière, que ce soit la comparaison internationale (Freeman & Revenga), l'analyse sur moyenne période et décomposée par type de partenaire (Cortes, Jean & Pisani-Ferry), le chômage de long terme (Dewatripont, Sapir & Sekkat) ou le suivi individuel des travailleurs (Zimmermann). Pour ce qui concerne le marché du travail européen, les analyses convergent vers deux résultats. Il est premièrement très difficile de déceler une influence significative du commerce avec les pays à bas salaire sur le marché du travail européen, ce qui tient sans doute à la faiblesse des échanges avec ces pays. Bien entendu, cela ne retire rien au fait que ce commerce a eu de fortes répercussions pour quelques secteurs bien précis, et cela ne préjuge en rien de l'avenir. En revanche, le développement du commerce et de la concurrence entre pays industrialisés a sans doute eu un impact non négligeable sur le marché du travail, mesuré selon les études en termes de salaire, d'emploi, ou de contenu en travail de la valeur ajoutée.

La table ronde a été l'occasion de revenir sur la question de l'ampleur du rôle du commerce avec les pays à bas salaire, et de confronter les analyses générales de deux éminents spécialistes de la question. Le constat n'est pas controversé. Depuis une vingtaine d'année environ, les pays occidentaux ont connu une baisse relative de la demande de travail non qualifié. En parallèle, leur commerce avec les pays en développement a profondément changé. A titre d'illustration, les

exportations en provenance de ces pays portaient à 60 % sur les produits manufacturés en 1990, contre seulement 20 % en 1970. Pour autant, la relation de causalité n'est pas claire, et ce d'autant plus que cette même période a également été marqué par la diffusion de l'informatique. Selon A. Revenga, l'effet du commerce serait responsable de 10 à 30 % des changements du marché du travail au détriment des moins qualifiés.

A. Wood, par contre, considère que le commerce a été la principale source de baisse de la demande relative de travail non qualifié. Trois types d'évolutions plaident selon lui dans ce sens. Des "faits à grande échelle" (*large facts*), en premier lieu : la coïncidence dans le temps des bouleversements dans le marché du travail et dans les schémas de commerce (mais c'est également vrai de l'avènement des ordinateurs). Des "faits à petite échelle" (*small facts*), c'est-à-dire nombre d'études de cas montrant le rôle crucial joué par la concurrence de pays à bas salaires. Des "faits à échelle intermédiaire" (*medium level facts*), autrement dit à l'échelle d'un secteur, enfin, bien que ceux-ci soient beaucoup plus difficiles à étudier. Le professeur Wood en tire deux types de conclusions en termes de politique économique. Au sujet de la fiscalité, il préconise une redistribution des charges fiscales assises sur le travail, pour ajuster le salaire relatif des non qualifiés sans modifier leur pouvoir d'achat. Pour l'éducation, il insiste sur l'importance primordiale d'assurer un bon niveau de formation de base, susceptible de permettre aux non qualifiés d'occuper des postes de travail qui ne soient pas directement en concurrence avec les pays à bas salaires.

Enfin, sur la question de savoir si les principales difficultés restent à venir, A. Wood propose le diagnostic suivant. Le gros des ajustements a déjà été fait dans les pays industrialisés, avec la diminution drastique de l'emploi dans nombre de secteurs à faible qualification. Cela incite à penser que l'essentiel du problème est derrière nous. Cependant, le commerce est susceptible de connaître un nouvel essor, notamment sous l'impulsion de trois facteurs : le démantèlement progressif des accords multi-fibres, la progression de la décomposition des processus productifs dans le secteur manufacturier (dans le matériel électrique, les machines, mais aussi les céramiques ou les matières plastiques), et l'accroissement des possibilités d'échanges de services. La spectaculaire progression commerciale des pays émergents pourrait donc s'étendre à d'autres secteurs que ceux actuellement concernés.

O. C., S. J.

ANNEXE

Commerce international et emploi : l'expérience européenne
Séminaire du 25 septembre 1995

LABOR MARKET EFFECTS OF TRADE WITH LDC'S IN EUROPE

Mathias Dewatripont, André Sapir, Khalid Sekkat, Andréa Lamorgese,
Giovanni Guazzarotti, ECARE

Discutant : Adrian Wood, University of Sussex

HOW MUCH HAS LDC TRADE AFFECTED WESTERN JOB MARKETS

Richard B. Freeman, Harvard University, Ana Revenga, Banque mondiale

Discutant : Jordi Gual, Commission européenne, DGII

TRADE WITH EMERGING COUNTRIES AND THE LABOUR MARKETS : THE FRENCH CASE

Olivier Cortes, Sébastien Jean, Jean Pisani-Ferry, CEPII

Discutant : Riccardo Faini, Università degli studi di Brescia

WAGE AND MOBILITY EFFECTS OF TRADE AND MIGRATION

Klaus F. Zimmermann, University of Munich

Discutant : Jean-Philippe Cotis, direction de la Prévision, ministère de l'Economie
et des Finances

TRADE AND THE LABOUR MARKETS : A GENERAL EQUILIBRIUM APPROACH

Alasdair Smith, University of Sussex

Discutant : Jaime de Melo, Université de Genève

PANEL DISCUSSION : WHAT HAVE WE LEARNED ?

Pierre Buigues, Commission européenne, DGII

Eddy Lee, Bureau international du Travail

John Martin (OCDE)

Les rapports présentés le 25 septembre doivent être demandés à leurs auteurs :

Labor Market Effects of Trade with LDC's in Europe

Mathias Dewatripont, André Sapir, Khalid Sekkat, Andréa Lamorgese,
Giovanni Guazzarotti, ECARE, Université Libre de Bruxelles

How Much Has LDC Trade Affected Western Job Markets

Richard B. Freeman, Center for Economic Performance, London School of Economics
Ana Revenga, Europe & Central Asia regional office, Banque mondiale

Trade with Emerging Countries and the Labour Markets : The French Case

Olivier Cortes, Sébastien Jean, Jean Pisani-Ferry, CEPII

Wage and Mobility Effects of Trade and Migration

Klaus F. Zimmermann, SELAPO, University of Munich

Trade and the Labour markets : A general Equilibrium Approach

Alasdair Smith, Sussex European Institute, University of Sussex

Commerce international et emploi : l'expérience européenne
Colloque du 26 septembre 1995

ALLOCUTION D'OUVERTURE

Jean Philippe Gaudemet, Commissaire adjoint au Plan

RAPPORT INTRODUCTIF, COMMERCE INTERNATIONAL ET EMPLOI : Y A-T-IL UN LIEN ?

Jean Pisani-Ferry, directeur du CEPII

IMPLICATIONS POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Le rôle des politiques du marché du travail/

Richard B. Freeman, Professor of Economics, Harvard University

Le rôle des politiques commerciales/

André Sapir, président, Institut d'Etudes européennes, Université Libre de Bruxelles

Le débat sur la clause sociale : une perspective historique/

Paul Bairoch, professeur d'histoire économique, Université de Genève

TABLE-RONDE : COMMERCE INTERNATIONAL ET MARCHÉ DU TRAVAIL : QUELLES POLITIQUES
POUR L'EUROPE ?

animée par Jean Pisani-Ferry et André Sapir

John W. Morley, conseiller auprès du directeur général, DGV, Commission européenne

Jesus Seade, directeur général adjoint, Organisation mondiale du commerce

Ana Revenga, économiste, département "Europe et Asie centrale", Banque mondiale

Adrian Wood, Professor, Institute of Development Studies, University of Sussex